



Social-éco

Les inspecteurs du travail face au plan Sapin

Les syndicats CGT, SNU et SUD de l'inspection du travail appelaient hier à la grève contre un plan qui, sous couvert de revaloriser certains métiers, prépare la réforme.

C'est derrière une banderole dénonçant les « fourberies de Sapin » qu'environ deux cents agents de l'inspection du travail d'Île-de-France ont défilé, hier à Paris, entre la tour abritant leur administration, quai de Javel, et le ministère du Travail, rue de Grenelle, dans le cadre d'une journée de grève et d'action nationale à l'appel des trois syndicats CGT, SNU-Tefe (FSU) et SUD travail.

Il s'agissait de dénoncer le projet de réforme du système d'inspection du travail en gestation et, comme l'exprime la banderole, les voies détournées empruntées par le ministre du Travail, Michel Sapin, pour le faire passer. Alors que le contenu de cette réforme, annoncée l'été dernier, n'est toujours pas officiel, le ministre a semé le trouble en annonçant brutalement, mi-décembre, un « plan de requalification » du métier de contrôleur du travail (catégorie B), qui permettrait, sur trois ans, à 540 d'entre eux sur 3 500, de passer un examen professionnel pour devenir inspecteur du travail (catégorie A). Cette mesure a été glissée sous forme de cavalier législatif dans le projet de loi sur les contrats de génération

adopté jeudi par le Parlement, mais pourrait être censurée par le Conseil constitutionnel, saisi par des députés UMP. En apparence, le plan répond à la revendication vieille de trente ans de ces agents, qui estiment faire un travail proche de celui des ins-

Les syndicats voient une manœuvre pour faire passer la réforme de structure.

pecteurs, mais pour un salaire mensuel inférieur de plusieurs centaines d'euros. Mais, outre le caractère limité de la requalification, et l'inquiétude sur le devenir des 3000 exclus, les syndicats CGT, SNU et SUD y voient une manœuvre du ministre pour faire passer la réforme de structure, puisque la disparition des sections d'inspection (composées d'un inspecteur et de deux contrôleurs), qui constituent actuellement la cellule de base du système. Crainte confirmée par la diffusion par la CGT, début février, d'une note interne traçant les grandes lignes de la réforme, et actant une disparition des

sections et une réorientation de l'inspection pour la détourner des usagers (voir notre édition de vendredi). Hier, face à la mobilisation, le directeur de l'administration du travail a promis qu'au-delà des 540 contrôleurs promus, 1000 autres le seraient, « mais cette décision n'est pas budgétée, elle devra encore faire l'objet de négociations avec Bercy », souligne Anthony Smith, de la CGT.

FANNY DOUMAYROU

PAS DE PLAN SECRET ?

À la suite de la publication, vendredi dans nos colonnes, du contenu d'une note interne de la direction régionale d'Aquitaine, sur les grandes lignes de la réforme de l'inspection qui la détournerait du service aux usagers, le ministre du Travail, Michel Sapin, s'est fendu d'un démenti auprès des agents, affirmant qu'il « n'existe aucun plan Sapin secret » et qu'il a « engagé une réflexion sur le système d'inspection du travail de demain de façon totalement transparente ».

